



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 12 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ArcelorMittal France - Train à chaud

17, avenue des Tilleuls
57190 Florange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_AMF_TAC_2024-04-08_RAPVI_SDM_26216
Code AIOT : 0006201887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 mars 2024 dans l'établissement ArcelorMittal France - Train à chaud implanté Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 07 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des Installations Classées et a porté sur la thématique de la gestion des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Train à chaud
- Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 modifié autorisant la société SOLLAC (devenue ArcelorMittal France) à poursuivre l'exploitation de son train à chaud situé sur le territoire des communes d'Hayange et de Serémange.

L'établissement est également soumis aux dispositions des arrêtés préfectoraux suivants :

- n°2014-DLP/BUPE-239 du 29 juillet 2014 modifié portant constitution de garanties financières en application de l'article 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour les installations du site du Train à chaud à Serémange-Erzange exploitées par la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine (devenue ArcelorMittal France) ;
- n°2016-DLP/BUPE-124 du 20 mai 2016 modifié fixant des prescriptions complémentaires pour l'ensemble des unités exploitées par la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine (devenue ArcelorMittal France) sur les communes d'Hayange, Serémange-Erzange et Florange.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets	Arrêté Préfectoral du 29/07/2014, article 4 modifié	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 7.4	Sans objet
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 7.3	Sans objet
4	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des déchets « process » n'appelle pas d'observations particulières. L'inspection des installations classées demande cependant à l'exploitant de lui fournir, sous un délai de 9 mois, un justificatif permettant d'attester que les quantités de boues « BTL » stockées sur le site respectent les quantités maximum autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2014, article 4 modifié		
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site		
Prescription contrôlée : A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :		
Déchets dangereux :		
Libellé	Code déchets	Quantité maximale (tonne)
Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09	19 08 10*	16
Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs	13 05 08*	27
Déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses	11 01 13*	4
Piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles	20 01 33*	0,8
Emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple, amiante), y compris des conteneurs à pression vides	15 01 11*	0,1
Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	20 01 21*	0,2
Autres huiles hydrauliques	13 01 13*	5
Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	15 02 02*	16
Boues grasses BAMAG	10 02 20*	6500 jusqu'au 31/12/2017 3500 à compter du 01/01/2018
Déchets non dangereux :		
Libellé	Code déchets	Quantité maximale (tonne)
Déchets non spécifiés ailleurs (déchets métalliques)	10 02 99	6150
Déchets de construction et de démolition en mélange	17 09 04	127

Libellé	Code déchets	Quantité maximale (tonne)
autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03		
Autres boues et gâteaux de filtration	10 02 15	2565
Boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14	12 01 15	123
Battitures de laminoir	10 02 10	3425
Papier et carton	20 01 01	3
Déchets municipaux en mélange	20 03 01	44
Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37	20 01 38	23
<p>Constats :</p> <p>Seuls les déchets « process » ont fait l'objet du contrôle et en particulier les « Boues grasses BAMAG » et les « autres boues et gâteaux de filtration » autrement dénommées « boues BTL ».</p> <p>L'état des stocks établi le jour de la visite montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le respect des quantités maximales autorisées pour les boues grasses BAMAG (480 tonnes stockées sur les 3500 tonnes autorisées) ; - le non-respect des quantités maximales autorisées pour les boues BTL (6210 tonnes stockées sur les 2565 tonnes autorisées). <p>S'agissant des quantités totales stockées pour les :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets dangereux (pour ce qui concerne les boues, graisses, huiles, déchets de dégraissage/dessableurs/séparateurs) : 482 tonnes sur les 3552 tonnes autorisées ; - déchets non dangereux (pour ce qui concerne les boues, gâteaux de filtration et battitures) : 6244 tonnes sur les 6113 tonnes autorisées. <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué, s'agissant du surplus de boues BTL stockées, que des ruptures de prise en charge par les chaînes d'agglomération de Dunkerque puis par la société SOPSID ont engendré une accumulation des boues produites sur le site du train à chaud et en conséquence un retard dans le processus d'évacuation.</p> <p>La mise en place d'une nouvelle filière depuis mars 2023 et la reprise de l'activité de SOPSID permet cependant à l'exploitant d'effectuer un enlèvement mensuel de 750 tonnes de boues. Le retour à la conformité serait ainsi prévu pour le début de l'année 2025.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant les actions mises en place par l'exploitant et l'absence d'impact sur l'environnement lié aux quantités stockées (stockage sur une plateforme dédiée), l'inspection propose de ne pas engager de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de lui fournir, sous un délai de 9 mois (déterminé au vu de la capacité d'évacuation des boues au sein des deux filières actuelles à raison de 750 tonnes par mois), un justificatif permettant d'attester que les quantités de boues « BTL » stockées sur le site respectent les quantités maximum autorisées.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 9 mois</p>		

N° 2 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Transport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'Environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles</p>

R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'Environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant tient un registre chronologique permettant de consigner tous les mouvements de déchets sortants. Celui-ci comporte l'ensemble des informations visées à l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 (venu abroger l'arrêté du 29 février 2012 sus-visé) fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des inst. d'entreposage internes des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Le temps de stockage temporaire des déchets est réduit au minimum.
Constats : Les conditions d'entreposage des boues grasses BAMAG et boues BTL ont été évaluées lors de la visite terrain. Elles répondent aux conditions énoncées ci-dessus. Il est à noter que, bien que ces boues soient exposées aux eaux météoriques, un système de collecte puis de traitement des eaux de ruissellement est en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse annuellement un récapitulatif des déchets qu'il produit et élimine lui-même ou fait éliminer par des tiers, quel que soit le mode de cette élimination. Les informations transmises comportent au minimum les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • nature du déchet produit ; • quantité produite ; • classement du déchet selon sa nature (dangereux, non dangereux, inerte) et nomenclature (code à 6 chiffres) ; • éliminateur, lieu et mode d'élimination du déchet.
Constats : L'exploitant transmet annuellement les informations visées ci-dessus via la plateforme GEREP (vu les déclarations GEREP de 2020 à 2023, sur la partie déchets : sans observation de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite